Lettre du 21 décembre 2021.

Mesdames et Messieurs les parlementaires,
Bonjour !

Une lecture qui aura, peut-être, le mérite de vous rafraîchir la mémoire pour 2022.

Cet historique va vous rappeler que nos responsables politiques, nos dirigeants, etc. (de tous bords) se sont bien foutus de notre gueule pendant 62 ans !

Cependant, comme vous avez la mémoire courte, comme l'histoire n'est pas votre matière favorite ou parce que vous êtes trop jeunes pour l'avoir vécu, vous laissez de côté toutes ces vérités (qui suivent) et vous continuerez, encore et encore, à rouler les vieux dans la « farine » !

Bien ! Résumons la situation dans laquelle vous nous avez mis...

De 1956 à nos jours : 62 ans d'imagination fiscale... et de mensonges.

Je me présente...

Je m'appelle Micheline SANY, je suis née en 1927 et je vous dis tout net :

Qu'à force de tirer sur l'élastique, il va péter !

En 1956, quand Guy Mollet a instauré la vignette pour « fournir un revenu minimum à toutes les personnes âgées de 65 ans et plus », et bien..., moi, j'avais à peine 30 ans, mais j'étais très fière de pouvoir venir en aide aux anciens.

D'autant plus que Paul Ramadier, alors ministre des Affaires économiques, nous avait affirmé que ça serait une taxe temporaire...

Bah ! Il a duré quarante-quatre ans, le temporaire.

Pendant quarante-quatre ans, j'ai payé cette vignette. Alors merci !

Surtout que, les anciens n'en ont presque jamais vu la couleur ; vu qu'au bout de trois ans, le Premier ministre, Michel Debré, a annoncé que le produit de la vignette serait finalement « acquis au budget de l'État », qui le « reverserait au Fonds national de solidarité ».

Enfin, en partie...

Enfin, en petite partie.

Que les vieux se fassent dépouiller comme cela, ça en a fait du foin pendant toutes ces années, mais sans que cela change quoi que ce soit !

Ensuite en 1991 (18 décembre 1990), vos prédécesseurs ont créé la CSG (la contribution sociale généralisée), à l'initiative du gouvernement Michel Rocard, qui participe au financement de la sécurité sociale et, depuis 2018, à celui de l'assurance chômage à la place des cotisations prélevées sur les salaires. Son taux et son assiette ont constamment augmenté depuis sa création, tandis qu'elle a été rendue en partie progressive sur les revenus de remplacement, et notamment les indemnités chômage et retraite.

Bon ! Nous avons râlé, mais nous avons payé...

Surtout quand on nous a annoncé que ça ne devait durer que cinq ans.

« Une contribution transitoire », qu'ils disaient... Et puis, 1,1 %, c'était supportable !

Seulement, vingt-sept ans plus tard, elle transite toujours la CSG !

Et elle a grimpé à 9,2 % pour les salariés et 8,3 % pour les retraités.

Par étapes. Bien sûr, c'est moins voyant !

En 1993, elle est passée de 1,1 à 2,4 % pour alimenter, en plus, le Fonds de solidarité vieillesse. Comme s'il n'y avait pas déjà la vignette [1] pour cela !

[1]. Mais, chut ! Arrêtons d'être insolents, parce que cette dernière a disparu de la « circulation » en 2000, par Laurent Fabius, ministre de l'Économie du gouvernement Jospin,

pour tous les véhicules particuliers (l'État versant à la place une nouvelle dotation aux départements), mais continue d'exister pour les véhicules professionnels. Toutefois, en 2006, la taxe différentielle sur les véhicules à moteur sera supprimée pour les professionnels.

Dès 1997, elle augmente encore pour financer, en plus, la branche maladie contre une réduction des cotisations salariales : nous passons alors à 3,4 %.

En 1998, toujours pour la branche maladie, elle passe à 7,5 %, etc., etc.

En 2018, la CSG augmente, en remplacement des cotisations salariales d'assurance maladie et d'assurance chômage, pour atteindre 9,2 % sur les revenus d'activités, 9,9 % sur les revenus du patrimoine et 8,6 % pour le revenu des jeux.

Enfin, lors du mouvement des Gilets jaunes, l'exécutif annonce que la hausse de la CSG est annulée pour les retraités qui touchent « moins de 2000 euros par mois ». Cela revient à créer un nouveau taux dérogatoire de 6,6 % pour certaines personnes, le même qu'avant 2018.

Bref ! La protection sociale ne s'est pas pour autant redressée et ce qui devait être temporaire est devenu... un impôt de plus.

Et pardi ! La CSG, ça rapporte plus que l'impôt sur le revenu, aujourd'hui... Un impôt qui vaudra bientôt 100 milliards, alors que l'impôt sur le revenu a un rendement qui se situe autour de 72 milliards d'euros.

Si on vous demande combien vous payez d'impôts par an, vous savez le dire, mais si on vous demande combien vous payez de CSG, vous ne savez pas trop parce qu'elle fluctue au grès des largesses ou des balbutiements du gouvernement.

Chez moi, on disait : « c'est tout un art de plumer l'oie sans la faire crier ! »

Alors qu'il y aurait de quoi hurler.

Et puis, en 1996, rebelote avec la CRDS (la contribution à la réduction de la dette sociale).

Là aussi, j'ai payé. Mais, j'avoue, j'ai râlé.

À cette époque, les déficits sociaux s'élevaient à un montant estimé entre 30 et... 38 milliards d'euros. Quelle précision ? Alors que nous, si l'on se trompe d'une centaine d'euros sur notre déclaration de revenus, l'on risque une amende. Mais eux, sur les comptes, sur le bilan du budget de l'État, etc. : un flou de 8 milliards, il n'y a rien à redire !

Toujours est-il, qu'ils avaient tout bien calculé : en treize ans, tout devait être remboursé et la CRDS devait disparaître le 31 janvier 2009.

Mais voilà qu'en septembre 1997, le gouvernement Jospin annonce 13 milliards d'euros supplémentaires de dettes, qui correspondaient aux déficits sociaux non financés des années 1996 à 1998.

Alors, ils ont tout bien recalculé... Et finalement, pour tout éponger, il fallait prolonger jusqu'au 31 janvier 2014.

Mais voilà-t'y pas qu'en 2004, le plan de redressement de la Sécurité sociale, concocté par Philippe Douste-Blazy, annonce 50 milliards d'euros supplémentaires de dette à rembourser.

Alors, ils ont tout bien recalculé et recalculé... Et ils ont vu que, finalement, la Trinité était la meilleure date pour arrêter la CRDS.

Donc, on la paye toujours !

Et comme si cela ne suffisait pas, en 2004, Raffarin a inventé la « Journée de solidarité », vouée à « l'autonomie des personnes âgées ».

Moi, ça va, j'étais déjà à la retraite ! Mais vous..., les actifs, vous avez travaillé sans être payés !

La suite, c'est en 2013 : une nouvelle taxe pour les retraités.

La CASA (contribution additionnelle de solidarité à l'autonomie). Elle est prélevée sur le montant brut de certains avantages de vieillesse, les pensions d'invalidité, les allocations de préretraite. Elle s'élève à 0,30 % (uniquement pour les CSG à 6,60 %) en 2021.

C'est-à-dire qu'ils ont réussi à faire payer les vieux, pour que les vieux soient autonomes !

On en rirait si cela ne ressemblait pas à un foutage de gueule !

Et ce n'est pas tout, car on continue...

En 2013, toujours, Jean-Marc Ayrault (celui qui qualifiait de triple zéro le plan Fillon, vous savez bien) nous gèle les retraites complémentaires...

Un coup d'arrêt au pouvoir d'achat des retraités est donné. On savait que la revalorisation des pensions allait être retardée de plusieurs mois, mais, de facto, les pensions complémentaires que touchent 12 millions de retraités seront gelées.

Et, comme ça ne s'arrête jamais, maintenant, parce que j'ai 1247 euros de revenus par mois, j'ai une augmentation monstrueuse de la CSG : jusqu'à 25 % d'augmentation.

Ah ben oui ! On nous a dit que cela représente 1,7 %. Sauf que ce n'est pas 1,7 % de ce qu'on payait ; c'est le taux qui augmente de 1,7 %.

Bref ! Nous, les vieux, on est passés de 6,6 % à 8,3 % de CSG et ça nous fait bien 25 % dans les dents... Enfin, celles qui nous restent !

Et maintenant, la cerise sur le pompon, ou plutôt le gâteau empoisonné : on nous annonce que nos retraites vont être revalorisées de 0,3 %.

C'est cinq fois moins que l'augmentation dont on aurait dû bénéficier si le code de la Sécurité sociale avait été simplement respecté, puisque ce même code prévoit que les pensions soient revalorisées du montant de « l'inflation moyenne », sur l'année, pour éviter toute dégradation du niveau de vie. Et l'inflation prévue, d'après l'Insee, est de 1,6 %.

Quant à Bruno Le Maire — vous savez, le faux jeton, celui qui, avant l'élection de Macron, le traitait « de dernier d'incapable » — il ose dire, sur RTL : « mais ils ne seront pas perdants, leur pension de retraite continuera à être revalorisée ».

Croyez-vous que nous sommes tous gâteaux, ou quoi ?

Je n'ai que mon certificat d'études (que je considère aujourd'hui comme l'égal du Bac, tant le niveau scolaire s'est dégradé en cinquante ans), mais il n'y a pas besoin de sortir de l'X pour comprendre qu'une hausse de 0,3 % des pensions, quand les prix augmentent de 1,6 %, revient à une baisse du pouvoir d'achat !

D'après le baromètre de l'institut Elabe, publié le 6 septembre, 72 % des retraités déclarent ne pas avoir confiance dans le chef de l'État ; alors qu'ils étaient 44 % en janvier et 35 % lors de son élection en 2017.

On se demande vraiment pourquoi !

Un type qui, pour se faire élire, déclarait chez Jean-Jacques Bourdin en décembre 2016 : « l'engagement que je prends ici, devant vous, c'est que, avec moi, toutes les petites retraites auront leur pouvoir d'achat protégé ! »

Et sur RMC, « dans le même temps », en février 2017 : « je ne veux pas, moi, faire d'économies sur le dos des retraités ni sur celles et ceux qui sont, à quelques années près, prêts d'aller à la retraite ».

Et aux 20 heures de France 2, en mars 2017 : « je ne touche pas à la retraite de celles et ceux qui sont aujourd'hui retraités. Leur retraite sera préservée. Il n'y aura pas de perte de pouvoir d'achat, c'est essentiel ! »

Alors je me pose deux questions...

72 % qui n'ont pas confiance ! Comment est-ce possible ?

Comment peut-il se trouver, encore, 28 % de retraités qui lui fassent confiance ?

Toute ma vie j'ai payé pour aider les « vieux » !

Et, maintenant que je suis vieille, il faut que je paye pour aider les jeunes !

Qu'allez-vous nous inventer, encore ?

C'était juste une vieille dame en colère...

L'une de celles qui, par amour de son pays et de ses congénères, ont bien voulu répondre positivement à l'appel de la « solidarité » [quelle solidarité (?)] et qui, au crépuscule de sa vie,

osent manifester leur mécontentement et leur colère... avant que l'élastique se rompe et que bien des malheurs ne viennent frapper le peuple de France.

Voilà !

Portez-vous bien ! Passez des fêtes de fin d'année sous les meilleurs auspices !

J'oublie de vous remercier et de vous saluer parce que cette lettre n'est qu'un simple « COUCOU », et les vieux, ceux qui vous ont élevé, apporté leur amour et la chance de devenir quelqu'un, vont finir par regretter ce qu'ils ont fait pour vous !!!

À bon entendeur...

Micheline SANY.